



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix sept le 21 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 15 mars 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. GABARD à M. BALDES, Mme LANDAIS à M. CAVALEIRO, Mme QUERAL à M. BODIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HOLGADO est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

3 – DECLARATION PREALABLE POUR L'AMENAGEMENT DE SECURITE DE L'ECOLE GROSPERRIN

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Dans le cadre de la mise en sécurité des bâtiments et espaces publics dits « sensibles », des travaux de renforcement sur l'anti-intrusion sont envisagés sur le site de l'école maternelle Lucien Gersperrin.

La mission de maîtrise d'œuvre a été confiée à la Direction des Services Techniques de la Ville qui a réalisé l'étude. Le projet consiste en l'implantation d'une clôture en panneaux de type treillis soudés sur la murette existante en façade de la rue Gersperrin. Cet équipement permettra d'obtenir une hauteur totale de la structure de 1,83 m et accentuera la difficulté de franchissement non conventionnel.

En application du code de l'Urbanisme et notamment de l'article L421-23, une déclaration préalable doit être déposée pour tous travaux de clôture.

En conséquence, il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la déclaration préalable et tout acte y afférent.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 10 mars 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 27/03/17

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20170321-48847-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK